Succédant à Pap NDIAYE, Gabriel ATTAL, la comète Amélie OUDEA-CASTERA et Nicole BELLOUBET, Anne GENETET est la 6e ministre de l'Education Nationale en 2 ans. L'UNSA éducation, espère plus de stabilité au sein de notre ministère. Mais la stabilité ne doit pas être de la continuité.

Il est nécessaire d'arrêter la course aux réformes qui fragilise les équipes et leurs conditions de travail. Nous rappelons que derrière chaque métier de l'éducation se trouvent des femmes et des hommes épuisés par un rythme de réformes incessant.

Nous débuterons notre propos par l'inquiétant projet de loi de finances 2025 :

La ficelle est grosse mais malheureusement toujours employée, si le déficit budgétaire a dérapé, ce n'est pas dû aux cadeaux fiscaux dont ont profité les plus riches de nos concitoyens et les plus grosses entreprises. Non ! C'est la faute à tous ces fonctionnaires payés à ne pas faire grand-chose. Les économies d'échelle et la numérisation ont montré leurs limites, les services publics désertent les territoires ruraux et les quartiers sensibles, le citoyen lambda peine à trouver un interlocuteur quand sa démarche administrative en ligne rencontre un couac... une seule solution à tous ces problèmes : réduire le nombre de fonctionnaires.

Ce projet n'est pas à la hauteur des défis que doit relever notre service public d'éducation et de formation pour réduire les inégalités de destin, pour permettre aux jeunes de construire leur avenir et pour assurer la cohésion de la société. Les personnels sont fiers de s'engager au quotidien pour le service public, mais la précarité croissante, la détérioration des conditions de travail et la stagnation du pouvoir d'achat pèsent lourdement sur le fonctionnement des écoles, des collèges, des lycées, des universités, des établissements de recherche ou de culture, où ils s'investissent sans compter, dans des ministères qui sont les plus « sous-administrés » de notre service public.

Sous prétexte de baisse démographique, là où il faudrait une gestion à long terme pour améliorer les conditions d'apprentissage dans les classes les plus surchargées d'Europe, le gouvernement engage des **milliers de suppressions de postes dans le premier degré.**

Une fois encore, alors qu'il aurait été possible d'élaborer des cartes scolaires plus qualitatives, nous en resterons au quantitatif.

S'il faut faire des économies, l'UNSA-Education, dans son domaine qui est le sien, a des propositions...

- Renoncer au « *Choc des savoirs* », à la « classe de prépa seconde » permettrait de récupérer près de 9000 ETP dans le 2nd degré.
- Mettre un terme au financement du SNU ferait gagner plus de 160 millions d'euros. Alors même qu'il n'est pas généralisé et que la Cour de Comptes a mis en lumière son inefficacité, le SNU n'atteint aucun de ses objectifs initiaux et dilapide l'argent public inconsidérément et inutilement.
- Arrêter de favoriser l'enseignement privé sous contrat qui, en cultivant l'entre-soi des élèves les plus favorisés, ne remplit pas sa mission de service public est une autre source certaine d'économies.

Ce projet nous inquiète particulièrement par l'impact qu'il aura sur notre département, où malgré des ajustements de rentrée positifs, nous savons que des RASED ne sont pas complets, que nous manquons de personnels enseignants, administratifs, et que les recrutements de contractuel-les ne peuvent pas tout résoudre...

Peut-être pouvez-vous déjà nous dire quelles seront les priorités pour cette carte scolaire 2025 ?

Dans un second temps, en cette période de restrictions budgétaires et de révélation sur leur financement, nous souhaitons revenir sur le financement de l'enseignement privé.

Au niveau national, ce financement a augmenté pour certaines catégories d'établissements, notamment sous forme de subventions, mais les dépenses sont loin d'être transparentes. Cette opacité a créé et continue d'instituer une forme de concurrence déloyale entre un enseignement privé dont l'attractivité est renforcée et qui fonctionne, *de facto*, sous perfusion d'argent public puisque les subventions de l'État et des collectivités couvrent plus des ¾ de son budget.

Cette iniquité est d'autant plus grande quand on connaît l'absence de contrainte qui pèse sur l'enseignement privé quant à la nécessité de respecter la mixité sociale, aggravant mécaniquement une forme de ségrégation scolaire voire de séparatisme scolaire.

C'est pourquoi, nous vous demandons que nous soit communiqué tous les documents de l'enseignement privé afin que les cartes scolaires définies chaque année puissent être contrôlées de part et d'autre. Il est en effet important que le service public d'Éducation cesse d'être mis à mal par un système parallèle privé qui n'a pour seule ambition qu'un côté financier et de développement d'une religion, donc contraire à notre Constitution.

De plus, pour ce qui relève des contrats d'associations de ces établissements, nous souhaiterions savoir comment sont vérifiées et appliquées les conditions de ces contrats. En effet, ils doivent être revus régulièrement en prenant en compte les évolutions de la législation.

A l'UNSA éducation, nous exigeons que les établissements privés sous contrat s'engagent à participer pleinement au Service public de l'Éducation auquel ils sont sensés apporter leur contribution en réponse à ces financements.

Nous terminerons notre prise de parole par une interrogation transmise par un RPI nivernais concernant la mutualisation des moyens de transport.

En effet, depuis plusieurs années, le service de transport scolaire régional permettait aux élèves du RPI Sougy-St Ouen-Druy Parigny, d'être transporté sur un même site ponctuellement. Cette organisation était favorable à la cohésion du RPI.

Les élus et l'équipe pédagogique ont été plus que surpris d'apprendre de manière assez brutale la fin de cette possibilité d'organisation pour les élèves des écoles. Nous souhaiterions également en connaître les raisons.

En effet, il nous semble judicieux dans nos territoires ruraux que les différents services publics puissent se soutenir, mutualiser leurs moyens, surtout lorsque que cela n'engendre pas de coût supplémentaire.

Nous restons donc disponibles pour échanger avec les services compétents sur cette thématique en soutien à la ruralité.

Il ne nous reste plus qu'à souhaiter des échanges constructifs pour la qualité du service public d'éducation.

Exemple enseignement privé :

Un exemple parmi d'autres... Si la méthode de calcul utilisée pour définir les moyens des lycées généraux et technologiques privés était appliquée à ceux du public, ces derniers auraient droit à la création immédiate de 12 850 postes d'enseignants. À l'inverse, si le privé était soumis à la même règle que le public, il devrait voir fermer 2 040 postes.

Article 1 du code de l'éducation depuis 2001 :

L'autorité de l'État compétente en matière d'éducation veille, en lien avec les établissements scolaires publics et privés sous contrat et en concertation avec les collectivités territoriales, à l'amélioration de la mixité sociale au sein de ces établissements.